

Financements privés et publics des activités agricoles : rôles et responsabilités des institutions financières

Dr Yenizie KONE

Segou, 10-12 Mai 2023

Plan de presentation

1. Enjeux du financement de l'agriculture
2. Besoins de financement de l'agriculture
3. Offre de financement de l'agriculture
4. Rôle de l'État dans le financement de l'agriculture
5. Rôle des institutions bancaires dans le financement
6. Contraintes du financement durable de l'agriculture
7. Pistes de réflexion pour un financement durable de l'agriculture

Enjeux du financement de l'agriculture

- l'agriculture favorise la croissance économique en stimulant la consommation, la production et en réduisant le niveau général des prix ;
- le financement de l'agriculture contribue à la modernisation de l'agriculture à travers les investissements dans l'équipement ;
- le financement du secteur agricole permet de lutter efficacement contre la pauvreté ;

Enjeux du financement

- le marché du crédit agricole un marché imparfait ;
- les offreurs de crédit : l'État, les institutions bancaires (BNDA) et institutions financières décentralisées(SFD);
- les demandeurs de crédit: les exploitations agricoles familiales et les entreprises agricoles et organisations socio-professionnelles.

Les besoins de financement de l'agriculture

- les besoins de financement sont ceux des entreprises agricoles et exploitations familiales et les infrastructures structurantes (perimètres irrigués , barrages, etc. ;
- les entreprises agricoles et les menages sont des unités de Production, de Consommation et d'Investissement ;
- les besoins de financement concernent la production, la consommation et l'investissement.

L'Offre de financement de l'agriculture.

- le financement public interne : Budget de l'État Budget des collectivités territoriales décentralisées ;
- le financement privé interne: les SFD à travers la BNDA ; les banques commerciales; les réseaux mutualiste des institutions d'épargne et de crédit. opérateurs économiques privés, les ONG nationales, les G.I.E., les Associations, Syndicats, coopératives et organisations socioprofessionnelles ;
- le financement externe assuré par les partenaires techniques financiers de l'État, les ONG étrangères, le jumelage - coopération. Ces financements sont constitués de prêts, et subventions.

Le rôle de l'État dans le financement de l'agriculture

- Deux tendances s'opposent : les tenants du *libéralisme et ceux de l'interventionnisme de l'Etat*.
- l'État a toujours joué un rôle crucial dans le financement de l'agriculture au Mali;
- L'État intervient à travers les crédits de fonctionnement des services agricoles, les subventions et les investissements structurants (Recherche agricole et institutions de formation agricole, Aménagements de périmètres irrigués, construction de barrages, etc.).
- L'état intervient à travers le budget d'État, des Collectivités territoriales, les financements extérieurs.
- L'État consacre en moyenne 13% du budget d'État au financement de l'agriculture

Le rôle des institutions bancaires dans le financement

- les institutions financières offrent du crédit moyennant un taux d'intérêt.
- Les crédits sont de trois types de prêts :
 - les crédits à court terme, dont la durée varie entre 3 et 12 mois;
 - les crédits à moyen, dont la durée est comprise entre 2 et 5 ans ;
 - les crédits long terme au-delà d'une durée de 5 ans.
- les crédits de court terme sont prioritairement consacrés au financement de la campagne agricole pour l'achat des intrants ;
- les crédits moyen et long termes sont consacrés aux investissements productifs (équipements, extension de l'entreprise agricole.

Les contraintes de financement de l'agriculture

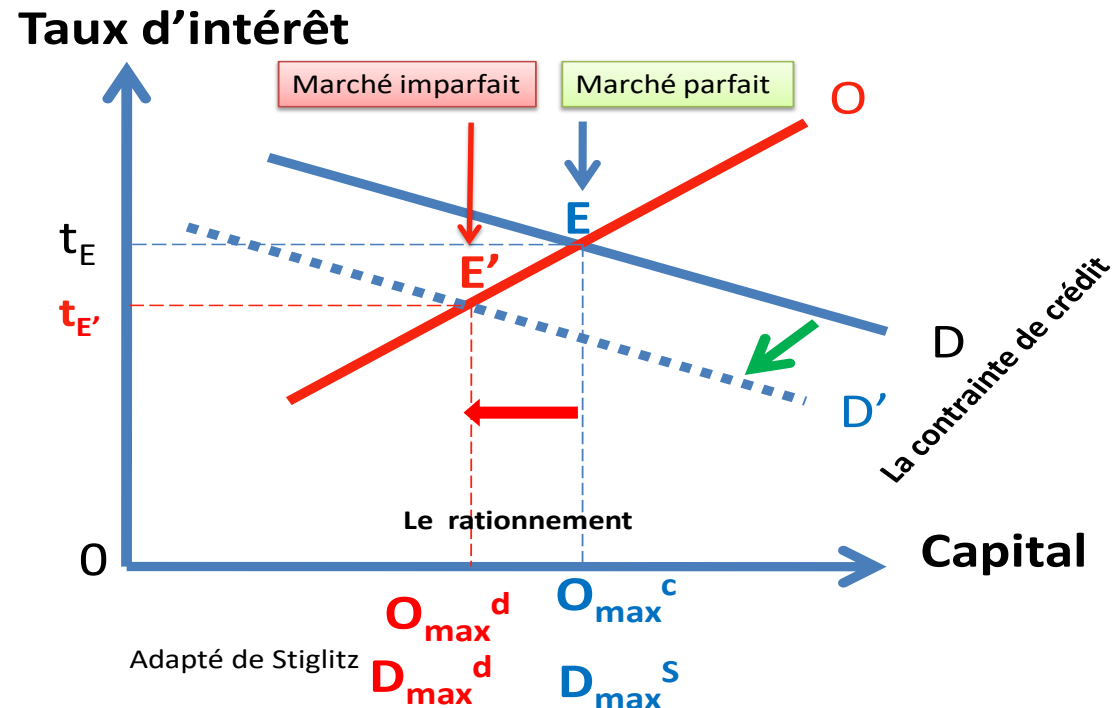
- Les impayés :

Evolution des impayés suivant les systèmes de crédit à l'Office du Niger

Période	Avant la libéralisation jusqu'au début des années 1980	Du début de la libéralisation des années 1980 à la restructuration de l'Office du Niger en 1994	De la restructuration de l'Office du Niger en 1994 à nos jours
Systèmes de crédit	Encadrement du crédit par la puissance publique, l'Office du Niger « le tout État »	Encadrement du crédit par un projet à volet crédit et une institution bancaire para publique, la Banque Nationale de crédit Agricole (BNDA)	Encadrement du crédit par des institutions financières de proximité : les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) sur refinancement BNDA
Situation des impayés	800 millions FCFA	2,5 milliards FCFA	337 millions FCFA
Année de recensement des impayés	1984	1995	2005

Les contraintes de financement de l'agriculture

- Le rationnement du crédit



Adapté de Stiglitz

O_{max}^c = Offre maximum de crédit que la banque est capable à prêter O_{max}^s = Offre maximum de crédit que l'emprunteur souhaite prêter
 O_{max}^d = Offre maximum de crédit que la banque est disposé à prêter O_{max}^d = Offre maximum de crédit disponible pour l'emprunteur

Les contraintes de financement de l'agriculture

- **Inadéquation offre et demande de crédit**
 - ciblage de l'offre sur les seuls intrants, non respect des procédures d'appel d'offre pour les engrais, retard dans la livraison des intrants des besoins de financement non couverts;
 - épargne des membres des institutions financières une ressource très instable et volatile ;
 - non prise en compte dans le crédit de la fonction principale de consommation des ménages agricoles.

Les contraintes de financement de l'agriculture

- **Les taux d'intérêts élevés pour les activités agricoles**
 - taux d'intérêt sont fonction du taux directeur de la BCEAO;
 - marchés financiers sont imparfaits ;
 - asymétries de l'information entre institutions financière et ses clients ;
 - la grande volatilité des prix des produits agricoles ;
 - non-maîtrise par les producteurs du calendrier de mise en marché des produits.

Pistes de réflexion pour un financement durable de l'agriculture

- **Comment contenir les impayés de crédit ?**
- repenser le financement de manière durable du secteur agricole en prenant en compte l'ampleur des risques auxquels les bénéficiaires et les offreurs de crédit sont confrontés;
- explorer l'assurance pour atténuer les risques inhérents à l'activité agricole (risques production (risques biotiques et risques abiotiques), risque sur le marché, etc.). Les contributeurs de cette assurance sont (les entreprises, les institutions bancaires et l'État).

Pistes de réflexion pour un financement durable de l'agriculture

- **Comment promouvoir la collecte d'épargne longue**
- l'offre des institutions financières est constituée d'une épargne court terme de la clientèle ;
- la nécessité de développer des prêts d'équipement d'une durée suffisante ;
- l'émission des bons d'épargne longue 3 et 5 ans, garantis par l'État, peut être explorée pour le financement de l'équipement agricole.

Pistes de réflexion pour un financement durable de l'agriculture

- **Comment mettre en place des taux d'intérêt bonifiés pour les entreprises agricoles ?**
- les taux d'intérêt sont élevés ce qui décourage les porteurs de projets bancables.

Pistes de réflexion pour un financement durable de l'agriculture

- **Comment faire une adéquation entre l'offre et les besoins de financement des entreprises agricoles**
- l'exploitation agricole est une unité de production, de consommation et d'investissement ;
- par conséquent les crédits doivent prendre en compte l'ensemble des besoins financiers de l'exploitation et non pas seulement les besoins de financement des intrants, mais aussi les besoins de consommation.

Pistes de réflexion pour un financement durable de l'agriculture

- **Comment promouvoir le financement des investissements lourds en explorant la mise en place d'une banque d'investissement au Mali.**
- la part des investissements reste faible dans les financements de l'entreprise agricole et la transformation des produits ;
- le manque d'investissement limite les progrès des techniques et à l'amélioration des rendements et de la qualité ;

Merci pour votre attention